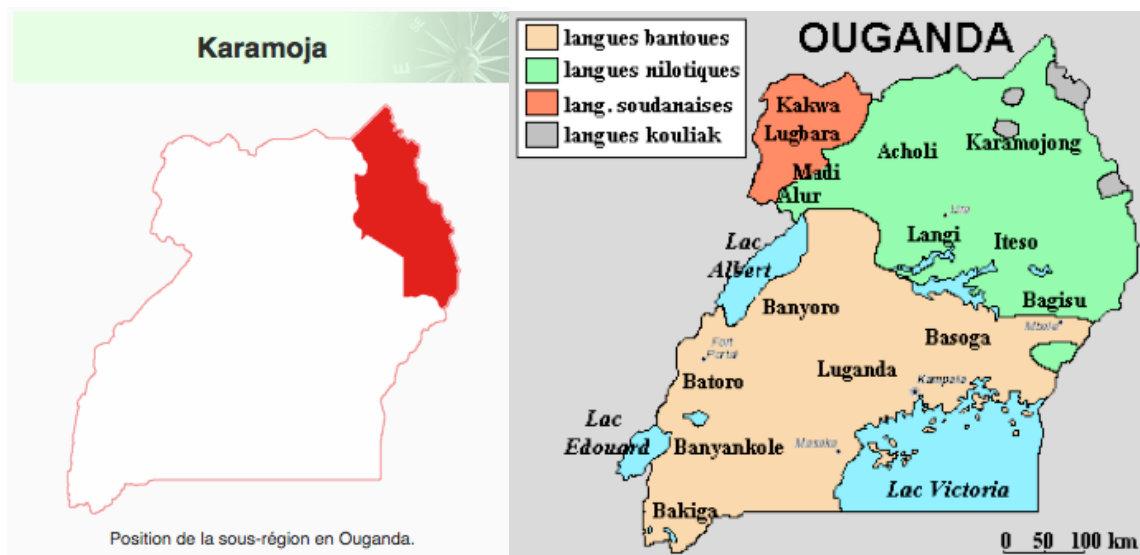


Benjamin Mutambukah  
Chebet Mungech  
Yesho Alex  
Loupa Pius  
Penninah Zaninka  
Edith Kamakune

## Évènements en 2021

### La situation des pasteurs et des groupes minoritaires au Karamoja



Les éleveurs de Karamoja ont connu une situation difficile pendant la majeure partie de 2021. Les défis comprenaient une résurgence des vols et des raids de bétail armé, des expulsions forcées des sites d'extraction en sous-comté de Loyoro du district de Kaabong, l'enlèvement et le viol de femmes et de filles, les mariages précoces des filles et le COVID-19. Une combinaison de ces facteurs a eu un impact sur la structure sociale au sens large, y compris sur les systèmes alimentaires et de marché.

Il y a eu un certain nombre d'interventions de la société civile, du gouvernement et des experts concernant la gestion des conflits et l'insécurité ainsi que la situation des femmes et des filles au niveau communautaire.

### Conflit et insécurité au Karamoja

Les raids et les vols de bétail se sont poursuivis à Karamoja en 2021. Cela a laissé de nombreuses femmes et ménages vulnérables à la perte de leurs moyens de subsistance, à la vie, au viol et à l'enlèvement par des guerriers armés de Turkana (Kenya), Dodoth du district de Kaabong et Jie de Kotido (côté ougandais). C'était particulièrement le cas lorsque les membres de la communauté étaient engagés dans des activités de survie quotidiennes telles que la collecte de bois de sciage pour la vente, la cueillette d'aliments sauvages, l'élevage du bétail et le travail dans l'extraction artisanale de l'or communautaire. Du fait que des hommes sont morts alors qu'ils protégeaient le bétail ou que d'autres sont morts lors des raids, le nombre de familles dirigées par des femmes ou des enfants et d'orphelins a considérablement augmenté à Karamoja. Par exemple, au cours du mois d'août 2021, plus de 11 personnes ont été assassinées dans la ville de Kaabong. La plupart des meurtres ont eu lieu la nuit. Certains de ces meurtres ont été accompagnés de cambriolages visant des entreprises et des groupes d'épargne villageois.

Un exemple est le vol et le meurtre de la femme qui était trésorière de l'*Association d'épargne et de crédit du village* de Toyera Kapei (AVEC) dans le sous-comté de Kaabong Est par des guerriers armés inconnus qui se sont enfuis avec 12 millions UGX (équivalent à 3 300 USD)<sup>5</sup>. Une autre victime était Lokol Zam Zam, une femme d'affaires. Elle a été assassinée par des guerriers armés après lui avoir volé de l'argent dans le sous-comté de Lodiko, à environ six kilomètres de la ville de Kaabong.<sup>6</sup> Il est allégué qu'elle était soupçonnée de partager des informations avec les forces de sécurité. Une autre personne assassinée de sang-froid en août était Aboka Magur, qui était président du comité de paix du sous-comté de Payangara dans le district de Kotido. Sa mort a été attribuée à des guerriers Jie armés qui ont affirmé que le Comité de paix parlait de paix et partageait des rapports avec les agences de sécurité. De nombreuses autres personnes innocentes ont été assassinées en août et en septembre, soit par des guerriers armés, soit par des agents de sécurité.

Les militants réclamant la paix et le rétablissement de la sécurité à Karamoja sont devenus la cible de guerriers armés et d'éléments au sein des autorités, y compris les forces de sécurité. Les travailleurs de la société civile ont été avertis de ne pas signaler les opérations de sécurité du gouvernement dans la région. L'une d'entre elles, Loupa Pius, a été fréquemment harcelée et victimisée. En octobre 2021, il a été convoqué par le président du *National Resistance Movement*<sup>7</sup> (NRM) du district de Kaabong au bureau du commandant de la police du district, pour expliquer pourquoi il (Loupa Pius) avait partagé des informations avec le public

concernant l'arrestation dudit président du NRM. - fils, qui était en possession d'une arme illégale. Un certain nombre d'événements et de réunions ont été organisés pour trouver des solutions aux problèmes de sécurité.

À la mi-2021, des députés du Karamoja ont boycotté le discours présidentiel sur l'état de la nation sur la sécurité. Ils ont profité de l'occasion pour se rendre à Karamoja pour recueillir des informations sur les développements en matière de sécurité. Ils ont constaté que la situation d'insécurité empirait de jour en jour.<sup>8</sup> Les députés ont recueilli des informations et les ont présentées au Parlement ougandais pour que les membres comprennent la situation sécuritaire dans la sous-région de Karamoja. En guise de suivi, le bureau de la première dame a rencontré tous les hauts dirigeants et agences de sécurité du Karamoja en septembre 2021 avant la visite du président Museveni dans la sous-région. Un certain nombre de stratégies de sécurité ont été convenues et soumises par le président du Groupe parlementaire Karamoja (KPG) à la première dame pour transmission au président<sup>9</sup>, les questions de raids et de vol de bétail.

Malheureusement, même après la visite du président, les raids ont continué à avoir lieu chaque jour dans tous les districts de Karamoja. Quelques deux à trois raids ont eu lieu quotidiennement dans chaque district, se traduisant par environ 25 à 30 raids hebdomadaires. Le 7 décembre 2021, des députés de Karamoja ont tenu une réunion de sécurité avec le ministère de la Défense et des Anciens Combattants au sujet de l'escalade de l'insécurité. Ils ont également appelé à une révision de la stratégie de sécurité suite à l'augmentation de l'insécurité caractérisée par des raids et des vols de bétail et des meurtres de voyageurs par des guerriers armés.<sup>10</sup>

### **Participation des femmes Karamojong dans l'arène du leadership local et national**

Les femmes Karamojong de divers horizons ont pu se présenter à des postes de direction élus. D'autres ont occupé des postes techniques. Cependant, les femmes des tribus minoritaires de Karamoja, telles que Ik dans le district de Kaabong et Tepeth dans le district de Moroto, peinent toujours à se faire élire car leurs chances sont limitées par leur appartenance à des minorités dans leurs communautés. Sur une note positive, une jeune conseillère locale d'Ik a été nommée secrétaire à la production et aux ressources naturelles - un département bien financé et important du gouvernement local.

Au niveau national, les femmes parlementaires Karamojong ont fait des progrès. Hon. Ayakuny Esther Davina a été nommée ministre d'État à la préparation aux catastrophes auprès du bureau du premier ministre, l'hon. Akello Rose Lilly a été nommée ministre d'État à l'Éthique et à l'Intégrité sous le bureau du président, et l'hon. Faith Nakut a été nommée présidente du groupe de travail COVID-19 du Parlement ougandais. Faith est également la trésorière du Caucus NRM.

Enfin, l'hon. Nakwang Christine est vice-présidente du groupe parlementaire Karamoja et également membre du comité de sécurité nationale.

### **Implication des femmes Basongora en politique**

Les communautés autochtones dans leur ensemble sont confrontées aux défis de l'exclusion, de l'aliénation et de la non-représentation dans les postes de direction. Cependant, les femmes et les filles de ces communautés sont confrontées à une double marginalisation<sup>11</sup> et cela est également vrai dans le contexte de l'implication des femmes dans des rôles de leadership au sein de la communauté Basongora dans le district de Kasese. Avec un accès limité à l'éducation aux différents niveaux, le nombre de filles qui abandonnent l'école est toujours plus élevé que celui des garçons au sein d'une même communauté, ce qui limite davantage la participation des filles aux affaires communautaires, y compris la politique.

Lors des élections générales de 2021, un certain nombre de femmes Basongora ont été élues à divers postes de gouvernement local pour le mandat politique 2021-2026. Le plus élevé était celui de Mme Kamama Annet - une femme Musongora mariée à Ankole qui a été élue vice-présidente de district pour le district d'Isingiro. Les autres femmes sont Mme Beth Karokowho, qui a été élue conseillère du district de Kasese pour les sous-comtés de Nyakatonzi et Kinyamaseke, et Mme Evayora Kokuzanisa qui a été élue pour représenter les personnes âgées du sous-comté de Nyakatonzi. Malgré ces réalisations du gouvernement local en 2021, les femmes Basongora trouvent toujours très difficile de contester les positions politiques au niveau national. Les principaux défis comprennent une force numérique limitée ainsi qu'une incapacité à lever des fonds pour soutenir les campagnes politiques pour contester un siège parlementaire.

### **La situation du peuple Batwa**

L'Ouganda, en tant que pays, est entré dans le deuxième confinement du COVID-19 en juin 2021, et l'ensemble de l'économie a été en grande partie fermée. Cette situation a affecté tout le monde, y compris les Batwa. Ils ont

complètement perdu tout espoir une fois de plus alors que la pauvreté augmentait, que le niveau de vie se détériorait, que de jeunes enfants se mariaient, que des opportunités d'emploi étaient perdues et, pire encore, que des vies étaient perdues. Malgré tous ces défis, cependant, et au milieu de la pandémie de COVID-19, les Batwa ont remporté leur procès contre le gouvernement ougandais pour les avoir expulsés illégalement de leurs terres ancestrales. Cette victoire est le résultat d'une requête menée par les Batwa en 2013 devant la Cour constitutionnelle ougandaise. Le jugement a été rendu le 19 août 2021. Malheureusement, les Batwa n'ont pas été autorisés à réoccuper leurs terres même si le tribunal a reconnu que : « *Les Batwa possédaient tout ou partie de la zone sur laquelle la forêt est située conformément à leurs coutumes. et/ou pratiques. Ils ont habité la forêt pendant de nombreuses générations, depuis avant le début de la domination coloniale en Ouganda et en ont fait un peuple défavorisé et marginalisé* ». <sup>12</sup> Au lieu de cela, le tribunal a ordonné aux Batwa de demander des recours d'action affirmative par l'intermédiaire de la Haute Cour.

### La situation des Benet



Les Benet ont continué à subir des injustices en 2021, avec 30 personnes arrêtées et deux blessées par balle et gravement blessées par les autorités ougandaises de la faune dans des conflits liés à la terre. Malheureusement, bon nombre des personnes arrêtées ont été transférées à la prison de Butaleja, à environ 130 km de leur région d'origine. C'était dans le but de

leur refuser l'accès à une caution car les garants trouveraient coûteux de se rendre dans un tribunal aussi éloigné. L'incarcération des hommes a également affecté négativement les femmes, qui se sont retrouvées à la fois père et mère au foyer. Le 18 mai 2021, les femmes Benet ont mené une manifestation contre les actes brutaux de l'*Uganda Wildlife Authority* (UWA). De même, en mai 2021, les femmes ont organisé une manifestation en s'asseyant dans un avant-poste de l'UWA exigeant la libération de leur bétail et de leurs hommes, une action qui a attiré l'attention des médias. L'ONG *Solidarity Uganda* est venue filmer les manifestations.

## **Droits fonciers des Benet**

Sur la question de longue date de la réinstallation, le gouvernement a utilisé l'excuse que cela ne pouvait pas être réalisé en ce moment en raison de la pandémie de COVID-19 et du confinement. En conséquence, plus de 10 familles risquent d'être expulsées d'une réinstallation temporaire. Il est allégué qu'ils ont empiété sur des terres, mais celles-ci leur ont été attribuées en 2008 à titre temporaire. En novembre 2021, Amnesty International a publié un rapport sur l'expulsion des Benet de leur terre ancestrale il y a 13 ans et sur les conditions déplorables dans lesquelles ils vivent encore dans des camps de réinstallation délabrés. Le rapport documente les nombreux impacts des expulsions forcées sur la communauté de quelque 18 000 personnes, y compris leur droit à la santé, à un logement convenable et à l'éducation. Il conclut que « *les Benet sont encore sous le choc de la perturbation de leur mode de vie et restent exposés au risque de blessures physiques de la part des gardes forestiers malgré les promesses répétées du gouvernement – y compris le président Museveni – de remédier à leur sort* ». <sup>13</sup>

## **Santé et éducation chez les Benet**

Le système de santé de la communauté Benet reste un défi majeur. Bien que le gouvernement s'efforce d'établir des centres de santé dans la zone de réinstallation de Benet, comme Terenboi et Kwosir, les établissements manquent de médicaments et ne disposent pas de tout le personnel nécessaire. Dans les endroits où les Benet étaient temporairement installés, ils doivent parcourir des kilomètres pour y accéder. En conséquence, de nombreuses femmes enceintes utilisent des accoucheuses traditionnelles ou accouchent au bord de la route alors qu'elles luttent pour atteindre un centre de santé. Le COVID-19 a causé beaucoup de souffrances parmi les Benet car ils n'avaient pas accès à la justice. Le gouvernement imposant un confinement total, l'*Uganda Wildlife Authority* s'est déchaînée, arrêtant

quiconque était trouvé dans la forêt malgré le fait que les gens choisissent d'aller dans la forêt pour isoler et contenir la propagation de la maladie. Les écoles restant fermées en Ouganda depuis près de deux ans maintenant, de nombreux enfants ne reviendront probablement pas lorsqu'ils rouvriront finalement. Un certain nombre de filles sont tombées enceintes et sont maintenant mères, certains garçons sont toxicomanes, accro aux paris et à toutes les formes d'alcool. Alors que le gouvernement encourageait les études en ligne, les enfants de Les communautés autochtones comme les Benet, qui manquent d'installations telles que l'électricité, la télévision, la radio et Internet, n'ont pas pu en bénéficier. Cela s'ajoute au fait que les écoles des communautés autochtones sont inadéquates. Il n'y a qu'une seule école pour filles à Kwozir (l'école secondaire supérieure des filles de Kwozir) et une école n'est pas encore opérationnelle à Terenboi dans le sous-comté de Kitowoi.<sup>14</sup> Les garçons continuent donc à avoir du mal à atteindre les écoles, ce qui explique nombre élevé d'abandons.

## Notes and references

1. United Organization of Batwa Development in Uganda (UOBDU). Report about Batwa data. Uganda, August 2004, p.3.
2. Uganda Bureau of Statistics. 2018 Statistical Abstract. Uganda, May 2019. [https://www.ubos.org/wp-content/uploads/publications/05\\_2019STATISTICAL\\_ABSTRACT\\_2018.pdf](https://www.ubos.org/wp-content/uploads/publications/05_2019STATISTICAL_ABSTRACT_2018.pdf)
3. Baker, Dr. Wairama G. Uganda: The marginalization of Minorities. (Minority Rights Group International (MRG), 2001), p.9. <https://minorityrights.org/publications/uganda-the-marginalization-of-minorities-december-2001/>
4. "Land Act." 1998, Articles 2, 32; and "National Environment Statute." 1995, Article 46.
5. Uganda Radio Network. Suspected Warriors Raid Village Savings Group, Steal UGX 12M in Kaabong. August 16, 2021. <https://ugandaradionetwork.com/story/suspected-warriors-raid-village-savings-group-steal-ugx-12m-in-kaabong>
6. The Independent. Karamajong woman shot dead for 'giving intelligence to UPDF'. August 28, 2021. <https://www.independent.co.ug/karamajong-woman-shot-dead-for-giving-intelligence-to-updf/>
7. The ruling party in Uganda.
8. Parliament of the Republic of Uganda. Karamoja MPs call for new approach to tackle insecurity. December 7, 2021. <https://www.parliament.go.ug/news/5477/karamoja-mps-call-new-approach-tackle-insecurity>
9. All Africa. Uganda: Karamoja's New Wave of Insecurity. September 20, 2021. <https://allafrica.com/stories/202109230703.html>
10. (8) Op. cit.
11. Masudi, Hamimu. Marginalized and violated: Minority and indigenous women are ignored victims of gender-based violence. Minority Rights Group Africa. December 10, 2019. <https://minorityrights.org/2019/12/10/marginalized-and-violated-gbv>
12. Amnesty International. 13 Years in Limbo: Forced Evictions of the Benet in the Name of Conservation. November 2021. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/11/AFR5941382021ENGLISH.pdf>
13. Amnesty International. Uganda: Evicted from their ancestral land 13 years ago, the Indigenous Benet people still await justice. November 8, 2021. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/11/uganda-evicted-from-their-ancestral-land-13-years-ago-the-indigenous-benet-people-still-await-justice/>
14. The Government of Uganda initiated a policy to have a secondary school in every sub-county of Uganda. It decided to fund the construction of secondary schools in those sub-counties of Uganda that did not have government-aided secondary schools as a deliberate effort to put these sub-counties on the same level as others. These secondary schools are referred to as "Seed Schools".
- 15.

**Benjamin Mutambukah** is formerly the Coordinator of the Coalition of Pastoralist Civil Society Organizations in Uganda and Chairman of the Eastern and Southern African Pastoralists Network (ESAPN). He is currently ESAPN representative on the Global Steering Committee of the World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (WAMIP). He is passionate about matters of human rights for marginalised communities.

**Chebet Mungech** is the Coordinator of the Benet Lobby Group, a local non-governmental organization that works with all Benet/Mosopishek, other Sabin-speaking people and stakeholders to see a Benet community that is socially, politically and economically sustainable and empowered. Contact information: +256 779-233-078, Email: Mungech@gmail.com

**Yesho Alex** is the Chairperson of MEBIO. Contact information: arapsamsonyeshoalex@gmail.com

**Loupa Pius** is currently Project Coordinator of the DINU and TRAIL projects in Dynamic Agropastoralist Development Organization (DADO).

**Penninah Zaninka** is the Coordinator of the United Organization for Batwa Development in Uganda (OUBDU).

***Edith Kamakune*** is a human rights and conflict resolution practitioner in Uganda.